



# Questionnaire d'Attac pour les candidats aux élections au Parlement européen du 25 mai 2014

## Quelle Union européenne voulez-vous ?

Réponses à envoyer à l'adresse [equipe@attac.org](mailto:equipe@attac.org) avant le 21 mai 2014.

Elles seront publiées sur le site [france.attac.org](http://france.attac.org), sur les réseaux sociaux et diffusées par mail le 23 mai dans la lettre d'info Attac France reçue par plus de 70 000 abonnés.

## I. L' Union européenne et la crise économique et sociale

L'Union Européenne, depuis le début de la crise en 2008, est l'une des régions du monde qui a subi les plus lourdes conséquences sociales et économiques de la crise, particulièrement les États du Sud. La Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) mène les sociétés, à qui elle impose ses politiques, au désastre économique et social.

1. Êtes-vous favorable à la mise sous contrôle démocratique de la BCE et des Banques centrales nationales? Selon quels moyens ?

Je suis favorable à une telle mise sous contrôle. Pour y arriver cela peut se faire en deux étapes. D'abord la négociation avec nos partenaires européens. Nous dirons à l'Allemagne votre Euro-Fort, cela suffit. Nous savons que nous pouvons coaliser derrière nous les peuples européens qui souffrent d'une politique monétaire aussi absurde. C'est fort de la légitimité du suffrage universelle que nous pourrions demander un tel changement de cap. Si l'Allemagne ne cède pas à notre demande, et à celle des autres gouvernements européens. La méthode que nous pronons au Front de Gauche est la désobéissance européenne. Nous reprendrons le contrôle sur notre banque centrale nationale et nous inviterons les autres états à faire pareil pour créer une autre monnaie. Une monnaie utile socialement et écologiquement. C'est un nouvel axe de coopération qu'il faut ouvrir en Europe en foudroyant l'Europe de la concurrence libre et non faussée.

2. Comment comptez-vous agir pour mettre fin au plus tôt aux agissements de la Troïka ?

Il faut absolument mettre fin aux agissements de la Troïka, des instances non élues ne doivent plus dicter aux peuples leurs conduites. La rigueur abjecte imposée à la Grèce doit cesser. Elle est porteuse de guerre et de haine entre les peuples. Ce rejet a nourri notre choix de soutenir la candidature d'Alexis Tsipras à la tête de la Commission Européenne. Il est le symbole de cette résistance.

3. Êtes-vous favorable à ce que la BCE cesse d'inonder de liquidités les banques européennes sans aucune condition, et mette en place des financements conséquents pour la transition écologique et l'emploi ?

Nous pensons que la politique mise en place par la BCE est absurde. Prêter de la sorte des liquidités aux banques sans aucun contrôle ne fait que favoriser leur tendance à jouer le jeu de la finance et du placement le



plus rentable possible. Nous entendons pour régler cette question, du moins en France, court circuiter le pouvoir des banques en rétablissant un réel pôle bancaire public chargé de financer la transition écologique et l'emploi. Par ailleurs, il convient absolument de revenir sur l'impossibilité pour les États de se financer auprès de la BCE. Cet interdit est lourd de conséquences dans la possibilité de mettre en place une réelle politique tournée vers l'écologie de projet et le développement humain.

4. Quelles solutions démocratiques proposez-vous pour régler la question des dettes souveraines ?

Nous demandons un audit de la dette. Ce qui étouffe les États c'est le coût de la dette, c'est à dire les intérêts indus, l'argent que les banques gagnent sur ce que l'on rembourse. Par ailleurs, une autre politique monétaire permettrait partiellement de répondre à la question de la dette souveraine. En effet, libérer un peu l'inflation ferait baisser ce poids qui écrase les États.

5. Quel contrôle des banques êtes-vous prêt à établir pour mettre fin à leur puissance et à leur nuisance ?

Je défends la socialisation du secteur bancaire. Seul le contrôle politique et citoyen sur les banques peut garantir la stricte séparation des activités de dépôt et des banques d'affaires, l'interdiction de la spéculation et une politique de crédit différenciée selon l'utilité sociale et écologique des investissements.

6. Seriez-vous d'accord pour établir un strict contrôle des échanges financiers avec les paradis fiscaux, y compris ceux de l'Union européenne ?

Je suis pour le strict contrôle des échanges avec les paradis fiscaux et je suis également pour que l'on tende vers leur mise à l'index totale. Aujourd'hui, la liste noire des paradis fiscaux est une coquille vide, des micro-états bandits financiers comme Jersey et les Bermudes ne sont plus sur cette liste. C'est un véritable scandale. Par ailleurs nous ne devons plus tolérer que des paradis fiscaux sévissent au cœur même de l'Europe. Monaco, Andorre, le Luxembourg, le Vatican, doivent cesser leurs activités dangereuses pour l'équilibre européen.

## II. La démocratie en Europe

L'union européenne est plongée dans une crise de légitimité démocratique. Depuis le processus de ratification du Traité constitutionnel européen en 2005, la souveraineté populaire a été muselée dans la plupart des États sur les questions relatives à l'Union européenne.

7. Considérez-vous que les peuples doivent être étroitement associés à l'élaboration et consultés pour la ratification de toute évolution importante de l'UE ? Êtes-vous favorables à des consultations sous forme de référendum ?

Je suis favorable aux référendum et aux initiatives citoyennes. Il faut moderniser notre démocratie en permettant à chacun d'accéder au débat public. Les citoyens doivent pouvoir se saisir et décider sur les grandes questions qui se posent à l'Europe. Par ailleurs, je suis également pour que l'on fasse respecter la décision du peuple français sur la question du TCE. Nous avons le pouvoir et le droit de nous affranchir du cadre de Lisbonne, puisque celui-ci va contre la décision du peuple français.

8. Considérez-vous que les traités actuels, qui placent la concurrence au dessus des autres principes régulateurs, doivent être remplacés par un nouveau traité reposant sur la solidarité, la coopération et favorisant la convergence vers le haut de normes sociales, fiscales et écologique ? Pensez-vous que la France puisse être une force de proposition dans ce sens ?

Je ne crois pas comme José Bové l'écrit à la page 37 de son livre Hold-Up à Bruxelles, qu'il faille pousser



jusqu'au bout le principe de la concurrence libre et non-faussée. Bien au contraire, je pense qu'il faut rompre avec ces traités scélérats qui nous mènent dans le mur. Il faut effectivement dégager une nouvelle majorité politique en Europe, pour construire cette convergence vers le haut de normes sociales, fiscales et écologiques. Une telle politique implique un refus stricte de tous compromis avec la casse de notre modèle sociale. Il faut au contraire le renforcer et le construire pour qu'il serve d'exemple de ce qu'il faut faire, de ce qu'il faut atteindre en Europe. C'est en étant à l'offensive, en faisant changer de camp la peur que nous arriverons à être force de proposition en ce domaine.

9. Soutiendriez-vous un gouvernement démocratique d'un pays de l'UE qui, pour répondre aux urgences sociales et écologiques, serait amené à désobéir à certaines règles de l'Union concernant par exemple la libre circulation des capitaux et des marchandises, la gestion de la dette publique, du système bancaire ou de la politique monétaire ?

Si demain la Grèce, l'Espagne, le Portugal ou tout autre pays, se place en rupture avec l'ordre néolibéral imposé par les traités européens, nous le soutiendrons. Plus que cela, il sera un point d'appui et un exemple pour notre lutte en France. Quand l'armure du néolibéralisme se fendra, quelque soit l'endroit, ce sera une bouffée d'oxygène et un espoir immense pour toute l'Europe



### III. La taxe sur les Transactions Financières européenne

François Hollande et Angela Merkel ont exprimé leur volonté d'aboutir à un accord, entre les 11 États qui se sont engagés à mettre en place la future TTF, avant les élections européennes du 25 mai prochain. Le 6 mai, les ministres des finances des 11 pays engagés dans la démarche ont annoncé qu'une taxe verrait le jour en Europe au 1er janvier 2016 et ne concernerait, dans un premier temps, que les actions et "quelques" produits dérivés.

La TTF à assiette large est une opportunité de réguler la finance et de générer des revenus additionnels (11 milliards d'euros pour la France et 36 milliards pour les 11 pays participants) pour investir dans l'emploi des jeunes, protéger les services publics et financer les grandes urgences de la solidarité internationale, la lutte contre le sida et le changement climatique.

9. Que pensez-vous de l'accord trouvé le 6 mai entre les ministres des finances des 11 états engagés dans la coopération renforcée ?

Même s'il faut reconnaître qu'il s'agit d'un premier pas, cette taxe est insuffisante. Nous ne savons pas si elle marque une prise de conscience nouvelle de la nécessité de reprendre la main sur la finance, ou si elle est un feu de paille, fait pour occuper les esprits chagrins qui osent se plaindre de la pauvreté et des sommes monstrueuses échangées sans aucun contrôle/

10. Souhaitez-vous que cet accord ne soit pas une coquille vide et qu'il prévoit donc un calendrier précis et contraignant pour la mise en place de la taxe ?

Il faut effectivement un calendrier précis. Ce calendrier doit également prévoir l'élargissement de cette taxe vers d'autres produits financiers. S'ils veulent construire la TTF nous les aiderons, si c'est un nouveau gadget, nous les laisserons jouer avec et nous dénoncerons leur imposture.

11. Partagez-vous l'idée qu'Attac porte, à savoir que la TTF permette de véritablement réguler le secteur financier et soit la plus ambitieuse possible : taxer les actions, les obligations, ainsi que l'ensemble des produits dérivés, produits dérivés reconnus nocifs et spéculatifs sur les marchés financiers ?

Je partage et je soutiens l'idée d'Attac qu'il faille mettre en place une TTF réellement ambitieuse englobant l'ensemble des produits financiers. Il est nécessaire de se doter de réels outils pour lutter contre la finance et d'abandonner l'attitude de complaisance qui n'a que trop duré à son égard.

12. Pour nous les revenus générés par la TTF doivent contribuer à protéger l'emploi et les services publics ainsi qu'à tenir les engagements français et européens concernant la solidarité internationale, la lutte contre le sida et le changement climatique. Quelle est votre position sur ce sujet ?

Je partage également cette vision. La planification écologique que nous appelons de nos vœux a besoin de moyens. Une politique d'éducation ambitieuse, doit également trouver des financements. Enfin l'éradication des pandémies, de la pauvreté et de la faim dans le monde font parties de nos objectifs politiques. Nous pensons que nous pourrions en finir avec ses fléaux qu'en mettant à terre les despotismes et les puissances de l'argent qui les soutiennent.





## IV . Le Grand Marché transatlantique (TAFTA)

En 2013, l'Union européenne et les États-Unis ont entamé des négociations en vue de conclure un accord transatlantique de libre-échange. Ce serait l'un des accords de libre-échange et de protection des investissements les plus importants jamais conclus, représentant près de la moitié du PIB mondial et le tiers des échanges commerciaux.

Or il se négocie dans l'opacité la plus totale, alors que cet accord pourrait avoir des conséquences considérables dans bien des domaines (agriculture, énergie, internet, services,...). Il vise en effet le démantèlement ou l'affaiblissement de normes qui limitent les profits des entreprises, qu'elles soient européennes ou états-uniennes, et inscrit le droit des multinationales au dessus de celui des États

13. Êtes-vous favorable à ces négociations ?

Je suis opposé à tous nouveaux traités intensifiants ou encourageant le libre-échange. C'est cette politique qui conduira à notre perte.

14. Acceptez-vous le mécanisme investisseur-État qui est un des éléments clé des négociations du TAFTA ?

Je récuse totalement ce mécanisme qui peut conduire à de graves dérives. Seule la force de la loi a valeur pour moi. Un arbitrage quelqu'il soit n'est pas acceptable. D'ailleurs il suffit d'observer les jugements rendus par ces tribunaux ailleurs sur la planète. Ils favorisent toujours les multinationales au mépris des systèmes de protection sociale, de l'écologie et du bien commun.

15. Depuis le vote du mandat à la commission européenne, ni le Parlement européen, ni les Parlements nationaux, ne sont associés aux négociations du TAFTA, alors que les lobbies d'affaires jouent un rôle déterminant. Trouvez-vous ce type de négociation normale ? Si non, comment utiliserez-vous votre futur mandat de député européen pour mettre fin à ce genre de négociation ?

Je m'appuierai d'abord sur notre constitution, et sur son article 3 : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. ». Ainsi, nous demanderons à ce que les français soient consultés par voie de référendum afin de couper court à toutes discussions dangereuses. Puisque nous n'avons aucun contrôle sur ceux qui ont mandat pour négocier, et puisque nous n'avons même pas désigné nous même les négociateurs l'accord sera pour nous illégal. En conséquence, nous appellerons l'ensemble des français à désobéir aux règles imposées. Le boycott des produits américains par exemple, pourrait être une première arme. Ensuite, ce sont les communes et les pouvoirs publics qui doivent désobéir, en refusant de se plier aux exigences américaines et européennes. Si nous recevons des amendes, nous ne les payerons pas. Nous ne nous laisserons pas dicter une autre loi que la notre. Comme député européen, je porterai la revendication d'interdiction des lobbys qui vont à l'encontre de l'intérêt général, c'est à dire que j'oeuvrerai pour l'interdiction pure et simple du lobbying privé et du lobbying d'entreprise.

16. Trouvez-vous normal que les normes sociales, sanitaires, environnementales européennes soient dans les discussions comme éléments de négociation avec les EU ?

Avoir placé ces normes dans les discussions montre bien qui est aux commandes d'un tel accord et quel est son



but. C'est bien sûr révoltant, mais cela rend juste simplement un peu plus criant le plan des libéraux et des néolibéraux pour accentuer leur prise sur l'économie. Les États doivent absolument réagir, il s'agit là d'un des assauts finaux contre le principe de souveraineté populaire.

17. Le TAFTA pourrait inciter les gouvernements à ne pas réglementer l'autorisation de l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels. Quelle serait votre position si cette revendication états-unienne devenait un des éléments de l'accord ?

Il s'agirait là d'un drame écologique en préparation. Les risques sont élevés que les choses se passent de la sorte, le Canada est aujourd'hui poursuivi pour non respect du chapitre 11 des accords de l'Aléna parce que Québec a imposé un moratoire sur le gaz de Schiste.

J'appellerai en conséquence à l'arrêt des négociations. Nous pourrions pour cela nous placer sous le principe de précaution. Cette accord pouvant mettre en péril notre environnement. Il faudrait surtout dès lors engager les résistances. Le contre-pouvoir citoyen, comme celui qui se fait jour à Notre-Dame-Des-Landes, montre que l'installation et la mobilisation citoyenne contre des projets anti-écologiques peut fonctionner.

## V. Les politiques de justice climatique

L'Union européenne doit se doter d'un nouveau paquet énergie-climat en 2014 et elle va accueillir, par l'entremise de la France, la conférence de l'ONU sur le climat en 2015. Alors que les dérèglements climatiques s'intensifient et que les phénomènes climatiques extrêmes se multiplient, une action résolue en la matière se fait toujours attendre. Les propositions de la Commission européenne, tant en termes d'objectifs de réductions d'émissions de gaz à effets de serre, de développement des énergies renouvelables que d'efficacité énergétique, sont largement insuffisantes. Elles nous maintiennent dans une situation de dépendance insoutenable aux énergies fossiles et aux marchés internationaux pour l'approvisionnement énergétique de l'UE.

18. Quelles initiatives allez-vous prendre pour obtenir des institutions européennes qu'elles reviennent à la hausse leurs engagements de réduction d'émissions d'ici 2020, et pour que le paquet énergie-climat 2030 de l'UE comporte trois objectifs contraignants en matière de réductions d'émissions de gaz à effets de serre (60 % à 80 % au minimum), d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables ?

Je pèserai de tout mon poids pour que la législation soit durcie et les objectifs de réduction d'émissions soient revus à la hausse. J'entends également siéger, si je suis élu, à la commission environnement du parlement européen afin d'être plus informé et pouvoir faire entendre la voix de la vraie écologie politique. Enfin, j'œuvrerai pour la diffusion des thèses éco-socialistes, qui doivent permettre de gagner la bataille culturelle sur ces questions.

19. Qu'envisagez-vous de faire concernant le marché carbone européen, construit comme le pilier central des politiques européennes de lutte contre les dérèglements climatiques, alors que c'est un mécanisme défaillant – comme en attestent les multiples fraudes et défauts dont il fait preuve – inefficace – il ne contribue pas à la réduction des émissions de gaz à effets de serre – et dangereux – il entrave la transition vers une ère post-fossile ?

Le marché carbone est un leurre, il est même devenu une manne financière pour des multinationales comme Arcelor-Mittal. Il faut y mettre fin et passer à un contrôle strict des émissions. La transition énergétique est contraire à l'arrangement avec le capitalisme. Il faut une rupture et le passage à une planification écologique fixant des impératifs en terme de réduction des gazs à effet de serre.

20. Envisagez-vous d'agir pour faire en sorte que l'Union européenne et ses États-membres, et les institutions financières qui y sont rattachées, comme la Banque européenne d'investissements (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), stoppent l'ensemble de leurs financements envers les énergies fossiles et fissiles, pour les remplacer par des financements en faveur d'une véritable transition énergétique ?

Je souhaite effectivement qu'il soit mis fin aux financements de ces énergies qui creusent notre tombe. Le financement de leur remplacement est une nécessité, pour ça il faut mettre fin à l'austérité qui empêche l'investissement local dans des infrastructures du type géothermie ... Il faut également enclencher la planification écologique qui permettra seule de transformer en profondeur notre modèle productif pour le rendre compatible avec les enjeux écologiques du continent.

21. Qu'entendez-vous faire pour revoir la politique de sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Union européenne qui repose aujourd'hui quasi exclusivement sur le maintien des importations d'énergies fossiles à des niveaux économiquement et écologiquement insoutenables, la connexion et financiarisation des marchés de





l'énergie nationaux, et sur le développement des énergies domestiques non conventionnelles ?

Nous entendons lancer une planification écologique qui permettra de sortir de cette soumission de la question énergétique aux principes du marché. Nous nous lancerons par exemple dans l'économie de la Mer en coulant des hydroliennes qui pourront garantir notre indépendance énergétique. Nous sommes opposés à la privatisation de la question énergétique car cela produira forcément une exclusion et une précarisation d'une partie de la population. Sécuriser notre approvisionnement doit donc passer par la recherche et l'innovation en terme de stockage, de production et de transport de l'énergie.